

**Conférencier principal : Robert O. Muller,
Vietnam Veterans of America Foundation
Deuxième conférence de la CIMT, Genève, mai 1994**

Je tiens d'abord à remercier M. Samir Basta pour son excellent rapport sur la réunion du conseil exécutif de l'UNICEF et pour avoir mis les présentes installations à notre disposition aujourd'hui. J'aimerais également souligner la contribution de Stuart Maslen, qui nous a aidés à organiser cette rencontre. Enfin, je veux vous remercier tous ainsi que vos organisations d'avoir pris le temps de venir ici discuter de l'avenir de la campagne. C'est bien de retrouver beaucoup de visages familiers, mais c'est encore mieux d'en voir beaucoup de nouveaux.

Je suis très honoré d'être parmi les premiers à prendre la parole, parce que je sais que bon nombre d'entre vous pourriez vous avancer au micro et donner spontanément une présentation très éclairée, passionnée et efficace sur le rôle de la campagne et les effets des mines terrestres à travers le monde. Ce qui, en soi, est un constat et un témoignage des progrès que nous avons réalisés en relativement peu de temps. Des représentants de plus de 60 organisations de partout au monde se retrouvent ici aujourd'hui -- des représentants d'organismes internationaux, de gouvernements. Il me semble juste de dire que le dossier des mines terrestres est aujourd'hui un dossier d'une actualité brûlante. Et ce n'est pas trop tôt.

La semaine dernière encore, j'ai de nouveau constaté à quelle vitesse les choses bougent dans le dossier des mines terrestres. Et, bien franchement, à quel point nous continuons de perdre du terrain contre cette arme odieuse, malgré l'engagement louable de toutes les organisations représentées ici. La semaine dernière, le brigadier Patrick Blagden, spécialiste de l'ONU, a illustré très simplement la situation : dans la seule ex-Yougoslavie, plus de 50 000 mines terrestres sont posées chaque mois, soit plus de deux millions et demi de mines en l'espace d'un an. Toujours selon ce spécialiste, environ 85 000 de ces engins sont enlevés durant cette période dans le cadre des programmes de déminage de l'ONU. Comparez ces deux chiffres, et la tendance ne fait pas de doute.

Dans le cas de l'Angola, bon nombre d'entre nous utilisent encore le chiffre de 20 000 amputés. Je viens de parler à des représentants de l'US Agency for International Development, qui a envoyé dans ce pays une équipe pour y évaluer les besoins en prothèses des victimes des mines. À son retour, l'équipe a indiqué qu'il y pouvait fort bien y avoir plus de 100 000 amputés. C'est un chiffre énorme. Il y a quelques semaines, je me suis entretenu avec Rae McGrath du Mines Advisory Group, qui avait dépêché ses équipes d'étude en Angola; j'espère qu'il pourra nous en dire plus long sur leurs constatations durant la conférence. Des statistiques horribles sur des villages au beau milieu de champs de mine profonds de plusieurs kilomètres. Même s'ils savent que les champs sont minés, les gens tentent quand même de les traverser, en quête de nourriture. Dans certains villages, on compte près de vingt victimes par jour. Dans chacun des villages. Les résultats de cet échantillonnage montrent qu'on peut hausser très substantiellement les projections en ce qui concerne l'ensemble de l'Angola.

Il y a quelques semaines, je suis rentré du Cambodge, plus précisément de la province de Battambang dans le nord-ouest du pays. J'y ai vu des villages dans des champs de mines; certains de ces engins avaient été posés à quelques mètres à peine de maisons habitées. J'ai assisté aux

efforts de déminage louables déployés par CMAC, MAUI, Halo et d'autres organisations. Et, comme certains d'entre vous le savent peut-être, une bonne partie de ce travail frustrant et laborieux aura été en pure perte parce que de nouvelles mines ont été posées avec la reprise des combats, particulièrement dans les dix derniers jours. Presque toute la communauté des ONG a quitté Battambang.

Il est juste de dire que nous n'avons pas réussi à inverser le cours des choses au Cambodge. Aujourd'hui, on pose encore plus de mines qu'on n'en enlève. Et la situation est la même dans de nombreuses autres régions du monde. Nous continuons de perdre du terrain. On pose plus de mines. On dépense plus d'argent. Le nombre de victimes continue d'augmenter. Et, dans les efforts humanitaires et de maintien de la paix, les frustrations se multiplient.

Vous me direz : « Mais enfin, Bobby. Nous avons accompli beaucoup de choses. Il faut être patient. Ne soyez pas si pessimiste. ». Eh bien, comment nous en tirons-nous et comment envisageons-nous la suite? Je peux affirmer sans hésiter que, dans mes 17 années à Washington, je n'ai jamais eu une expérience du genre de celle que j'ai connue durant la campagne contre les mines. À bien des égards, ça a été une expérience à couper le souffle. L'impression de progression, le sentiment d'accomplissement sont pour moi une expérience très différente, compte tenu des frustrations habituelles lorsqu'on tente de faire bouger le gouvernement -- particulièrement mon gouvernement. Je trouve intéressant que certains des autres organismes de contrôle des armements aux États-Unis demandent aux gens de la campagne d'assister à leurs conférences de presse et à leurs sessions d'organisation parce que nous représentons pour eux l'étoile qui luit à l'horizon. Ils considèrent la campagne comme une histoire à succès et ils veulent que nous prouvions qu'il y a effectivement moyen de faire bouger les choses.

Parce que quand on parle de contrôle des armements, les États-Unis se montrent habituellement très récalcitrants à négocier. Après tout, ils sont les premiers commerçants d'armes au monde. Mais étrangement -- ironiquement, pour certains -- les États-Unis montrent un certain leadership dans ce dossier particulier. À certains égards, nous battons même la marche et nous faisons quelque chose. Et il y a beaucoup de bonnes raisons à cela.

Une de ces raisons reflète certainement le vieil adage que tous connaissent sans aucun doute puisqu'il nous sert de motivation dans la vie : les personnes peuvent effectivement changer les choses. Nous sommes privilégiés de pouvoir compter sur certaines personnes extraordinaires qui se sont engagées et ont mis leur influence et leur énergie au service de la campagne. En tête de liste se trouve le sénateur Patrick Leahy du Vermont. Cet homme préside le très puissant sous-comité des opérations étrangères, par lequel passent les crédits budgétaires des opérations d'aide extérieure et du département d'État partout dans le monde.

Le sénateur Leahy a visité des zones de guerre. Il a vu les effets de ces armes d'emploi aveugle sur les enfants et sur les femmes. Sur les innocents et les vulnérables. Je l'ai côtoyé assez souvent, et je l'ai vu évoquer les larmes aux yeux son expérience des zones de guerre, pour savoir qu'il est sincère. Il a été vraiment affecté et son engagement en faveur de cette cause est bien réel. Quand un sénateur de la trempe de Leahy, qui en est à son quatrième mandat et préside différents comités, épouse une cause, alors vous savez que vous avez une force avec laquelle il faut compter.

Il est personnellement intervenu auprès du président Clinton. Et auprès de l'ambassadrice des États-Unis à l'ONU, Madeleine Albright. Il a fait du lobbying auprès des secrétaires d'État et de la Défense pour obtenir qu'ils appuient la campagne. De plus, nous avons à la Chambre des représentants un vétéran du Viêt-Nam, le député Lane Evans, qui s'est lui aussi engagé personnellement et a piloté nos mesures législatives à la Chambre des représentants.

D'autres personnes, dans d'autres organismes, font aussi une différence. Des personnes au département d'État, par exemple, qui s'occupent depuis longtemps du droit humanitaire et qui voient dans la campagne un véhicule particulièrement intéressant et stimulant pour promouvoir les principes du droit humanitaire et tenter de focaliser les questions de contrôle des armements. Nous avons aussi des alliés au Conseil national de sécurité, et même au département de la Défense et à l'AID. Chacune à leur façon, ces personnes militent en faveur de cette cause dans les organismes où elles travaillent.

Ce qui est peut-être le plus important, selon moi, c'est la force intrinsèque de l'enjeu. Les mines terrestres parlent d'elles-mêmes. Elles sont une puissante source de motivation. Une fois que vous avez pu retenir l'attention de vos interlocuteurs, ne serait-ce que quelques minutes, et que vous leur avez présenté les chiffres sur lesquels s'appuie la campagne, vous aurez à coup sûr converti la plupart d'entre eux. Dans ce sens, l'enjeu génère sa propre dynamique.

Il bénéficie de l'appui d'une extraordinaire coalition d'ONG. Je dois, à ce chapitre, souligner le travail de l'ONG américaine Arms Project of Human Rights Watch. La documentation de cette organisation et la constance de sa présence aux États-Unis sont typiques de ce qu'on observe dans de nombreux autres pays : Ce sont nos propres organisations qui dynamisent la campagne.

Je pense que les médias sont un autre facteur. Ils voient dans la campagne un thème plutôt nouveau, un thème porteur. La question n'a pas été ressassée ad nauseam. Ils appuient la campagne parce qu'elle expose sous un angle nouveau les ravages de la guerre.

Selon moi, les réalisations aux États-Unis mêmes -- je serai très bref puisqu'il en sera question plus en détail plus tard durant la conférence -- sont notables et impressionnantes. Nous avons unilatéralement décrété un moratoire d'un an sur le trafic des mines terrestres antipersonnel. Peut-être la seule réalisation encore plus remarquable tient-elle au fait que la prolongation de trois ans de ce moratoire a été votée par appel nominal. Nous avons procédé à ce vote pour connaître la position de chacun des membres du Sénat américain sur la question. La prolongation a été approuvée par 100 voix pour et aucune voix contre. Ce qui est très rare. C'était en fait un extraordinaire concert de voix qui a résonné jusqu'à la Maison-Blanche et qui s'est reflété par la suite dans l'action prise à l'ONU.

Le département d'État a publié Hidden Killers, qu'un grand nombre d'entre vous connaissent bien et qui documente très bien le problème mondial des mines terrestres. D'autre part, on a créé un groupe de travail interorganismes qui a fait avancer le gouvernement américain dans ce dossier et, dans certains cas, a battu en brèche des initiatives régressives de la part de certains éléments comme l'Arms Control and Disarmament Agency.

La résolution que les États-Unis ont présentée et appuyée à l'ONU demandait à tous les membres

de décréter un moratoire international sur l'exportation et le trafic des mines terrestres antipersonnel. Il a aussi été proposé de tenir une conférence d'examen et d'intensifier les efforts de déminage. De plus, les États-Unis ont mené des initiatives bilatérales avec toutes les nations productrices demandant à ces dernières de s'engager expressément à interdire l'exportation et le trafic de mines terrestres antipersonnel. Des fonds considérables ont été consacrés à la recherche-développement de moyens pour venir à bout du problème du déminage. Et, il y a deux jours, on m'a dit à mon départ de Washington que la Chambre des représentants avait voté l'affectation de 25 millions de dollars au financement d'opérations de déminage à travers le monde.

Dans la documentation que vous avez ramassée ce matin, vous trouverez une évaluation remarquable des réalisations de la campagne au plan international. Des rapports nationaux, que l'on complétera plus tard, donnent un aperçu excitant et encourageant de ces réalisations. Parmi les points saillants figurent les résolutions de l'ONU sur le déminage et la conférence d'examen, les moratoires maintenant en vigueur en France, en Belgique, aux Pays-Bas, en Grèce et en Afrique du Sud -- et les Allemands ont annoncé leur intention d'interdire les exportations. Puis il y a la résolution du Parlement européen réclamant un moratoire sur les exportations. Un des grands fabricants d'armes en Suède a indiqué qu'il cessera de produire des mines terrestres antipersonnel, et même d'exporter des fusées et des détonateurs à ceux qui pourraient s'en servir pour produire ces engins. Un grand nombre d'autres pays ont maintenant ratifié la Convention de 1980 en préparation de la conférence d'examen.

Des groupes internationaux sont maintenant du nombre. Le président du CICR, qui a parrainé diverses conférences d'information et de spécialistes sur la question, a récemment affirmé que, d'un point de vue humanitaire, le Comité estime que l'interdiction mondiale des mines terrestres antipersonnel est la seule solution vraiment efficace. C'est le CICR qui parle.

Ce matin, M. Samir Basta vous a parlé des actions prises à la réunion du Comité exécutif de l'UNICEF et il a mentionné que le directeur général du Fonds, Jim Grant, a lancé un appel en vue d'interdire les mines terrestres. La semaine dernière, nous avons eu une réunion à New York au très prestigieux Council on Foreign Relations. Le secrétaire général de l'ONU, Boutros Boutros-Ghali, a fait parvenir aux participants une déclaration dans laquelle il disait croire que ces engins étaient interdits par le droit international coutumier et que l'objectif devrait être de générer un large appui en faveur d'un accord international qui interdise complètement la production, le stockage, le transfert et l'exportation de mines et de leurs composantes.

Ces réalisations, quand on en dresse le bilan, semblent plutôt impressionnantes. Elles semblent indiquer que nous avons passablement progressé. Mais, est-ce bien le cas? Est-ce vraiment le cas? Je pense que non. Nous n'avons même pas encore effleuré la question de l'utilisation de cette arme. Pas davantage que celle de sa production. Et tant que ces armes seront produites, on les utilisera. Je ne pense pas qu'il s'en trouve ici qui soient naïfs au point de penser le contraire.

J'irai jusqu'à dire que, jusqu'à présent, nous avons joué le jeu des militaires. Et si nous mettons un terme à nos activités maintenant, comme mon bon ami Thomas Gabber me le fait remarquer régulièrement, nous n'aurions guère fait autre chose que de servir les intérêts des militaires. Les éléments militaires occidentaux utilisent très peu les mines terrestres, qu'ils considèrent essentiellement comme une arme marginale. C'est manifestement une arme qui revient les hanter

dans leurs opérations de maintien de la paix, et une fois leurs propres opérations militaires terminées. Ils veulent tous les avantages des mines terrestres, mais dans leur propre version haute technologie. Ils préféreraient enlever cette arme du pauvre contre laquelle même la puissance militaire la plus sophistiquée au monde, les États-Unis, n'a pas de défense adéquate. Si vous êtes la puissance militaire la plus sophistiquée au monde et que vous affrontez l'armée du pauvre, pour qui les mines terrestres sont la principale arme, vous voudrez évidemment vous débarrasser de ces engins. Et nous avons été mêlés à ce jeu.

Mais EUX, que veulent-ils? Les militaires veulent pouvoir continuer de bénéficier des avantages des mines terrestres, mais sous une forme plus perfectionnée qui conserve les avantages qu'ils y voient tout en en atténuant les inconvénients. Tant et aussi longtemps que les grandes forces militaires du monde seront convaincues que ces armes sont des composantes vitales et intégrales de leurs stratégies et de leurs tactiques, nous aurons énormément de difficulté à les éliminer de leurs arsenaux.

Je veux prendre un instant pour vous faire part de certains des propos du colonel Richard Johnson, qui a récemment pris sa retraite de l'armée américaine. Johnson dirigeait le programme des mines de l'Armée au Picatinny Arsenal. Il a pris la parole à la réunion du Council on Foreign Relations où étaient réunies toutes ces personnalités. Il voulait s'assurer qu'elles comprenaient bien la position des militaires sur la question des mines terrestres. Je vais prendre le temps de passer en revue ses propos parce que je sais quel est le point de vue de la plupart d'entre vous. C'est aussi mon point de vue. Je suis indigné et horrifié par les effets de ces armes surnoises sur les innocents avec lesquels vous et moi traitons partout dans le monde.

Et lorsque vous êtes devant ces victimes des mines terrestres et que vous voyez les mutilations que causent ces engins, il est parfois facile d'oublier l'autre partie de l'équation. Il est parfois difficile de se rappeler que nous avons devant nous des forces puissantes qui mènent un combat acharné pour conserver ces armes. Et je crois qu'une petite partie de leur raisonnement est informative. Les observations de Johnson sont d'application générale mais elles reflètent plus spécifiquement la doctrine tactique publiée des États-Unis.

« Les champs de mines servent à produire un effet spécifique sur la capacité de manoeuvre de l'ennemi, créant une vulnérabilité qui peut être exploitée par des forces amies, amenant l'ennemi à disperser ses forces, nuisant à ses fonctions de commandement et de contrôle, lui infligeant des pertes d'effectifs et de matériel et protégeant des forces amies contre ses manoeuvres. »

Il ajoute qu'elles peuvent immobiliser l'ennemi, qu'elles peuvent le bloquer, le faire dévier. La gamme de possibilités est presque infinie. Certains exemples peuvent toutefois illustrer le rôle des mines dans des opérations défensives et offensives.

« Après la guerre de Six jours en 1967, tant les Israéliens que les Égyptiens ont déployé d'importants champs de mines défensifs de part et d'autre du Canal de Suez. L'objectif premier était de se protéger contre une manoeuvre de l'adversaire et de le priver de l'élément de surprise. Le déploiement de ces mines donnait aux défenseurs une mesure importante d'économie de forces et constituait ce qui équivalait à une puissance de feu défensive "disponible" dans l'éventualité d'une attaque. On trouve d'autres récents exemples de champs de mines défensifs classiques en Afrique

du Nord, en Normandie et en Russie dans la Seconde Guerre mondiale, le long du rideau de fer durant la guerre froide et dans la guerre du Golfe et en Corée aujourd'hui. Utilisées dans un rôle défensif, les mines sont le plus efficaces lorsqu'elles sont combinées à d'autres obstacles et couvertes par un feu direct et indirect; les mines deviennent alors un élément d'un plan de combat intégré. (...) »

« Dans la guerre du Golfe, les forces irakiennes ont mis en place de grands champs de mines pour protéger leurs forces au Koweït. La coalition a aussi utilisé les mines dans un rôle défensif, quoique dans une moindre mesure, particulièrement dans les débuts alors qu'elle constituait ses forces. Elle disposait d'un grand nombre de mines dispersables par des moyens terrestres qui auraient pu être déployées par les forces de la coalition pour défendre leurs positions dans les débuts de l'opération. (...) »

À cette exception près, dois-je ajouter, que les Saoudiens avaient spécifiquement interdit aux États-Unis de déployer ces mines.

« Si les mines ont traditionnellement été associées à la défense, elles font aujourd'hui partie intégrante de la doctrine offensive. Il faut de l'imagination pour les intégrer dans une guerre de manoeuvre rapide puisqu'on les associe traditionnellement à des situations statiques. Les mines dispersables qui peuvent être posées rapidement et sur des zones étendues sont particulièrement adaptées à l'offensive, ce qui en fait des armes idéales dans une guerre de mouvement. Ces mines peuvent bloquer les mouvements des forces ennemies ou les immobiliser. Elles peuvent protéger les flancs durant des mouvements de pénétration et interdire l'appui logistique et les renforts. (...) »

« Lors de l'opération Tempête du désert », on a fait une utilisation efficace des mines dispersables. Par exemple, on a utilisé des mines Gator aérolarguées pour interdire des cibles profondes et restreindre les mouvements de l'ennemi. Dans un cas, deux divisions irakiennes sur le flanc droit du VII Corps qui faisait une percée en Irak ont été immobilisées par des largages de mines Gator pendant que les forces de la coalition poursuivaient leur attaque en territoire irakien. D'autre part, une des missions primaires de l'artillerie d'appui est d'effectuer des tirs de contre-batterie pour supprimer et détruire les forces ennemies, et il était fréquent à la fin de ces barrages de tirer des mines antipersonnel. »

« Les opérations insurrectionnelles/anti-insurrectionnelles et les conflits à faible intensité sont des occasions idéales pour l'emploi des mines. Dans des positions défensives, qu'il s'agisse de centres de résistance pour des mesures défensives de terrain ou d'emplacements de terrain comme des positions défensives de nuit, les mines jouent un rôle intégral avec d'autres mesures défensives. Les forces insurrectionnelles font un large usage des mines, surtout comme mesure d'économie de forces. (...) »

« (...) La doctrine et la pratique actuelles relatives à l'utilisation des mines ont réellement leur origine dans l'emploi généralisé de ces engins par tous les combattants durant la Seconde Guerre mondiale. (...) On peut en trouver des exemples partout sur les deux théâtres. À El Alamein, à Kursk, en Normandie, à Anzio et littéralement dans des centaines d'autres endroits, les mines ont été utilisées avec un certain succès dans un rôle défensif. Là où la menace représentée par les blindés et les autres véhicules était faible, comme dans le Pacifique, on a surtout utilisé les mines

antipersonnel. Sur le théâtre européen, il était fréquent d'utiliser les mines antipersonnel pour décourager l'ouverture de brèches et aussi comme dispositifs antimanipulations dans des puits secondaires sur les mines antichars. »

« Au Viêt-Nam, les mines ont aussi eu l'effet recherché. La Claymore M-18 a sans doute été l'une des armes les plus utilisées par les troupes américaines. Ces mines étaient mises en place autour de presque toutes les positions défensives qu'on occupait pendant plus d'une brève pause-repos. Elles étaient particulièrement utiles la nuit et durant toutes les autres périodes de faible visibilité ou pour couvrir un terrain qui n'était pas complètement observable et qui ne pouvait pas être balayé par un feu direct. Lorsque'elle repartait, l'unité récupérait ses claymores afin de les réutiliser. Dans le cas d'installations fixes et de camps de base, d'autres mines antipersonnel étaient utilisées en combinaison avec la claymore mais on les laissait en place plus longtemps. La mine Claymore était un outil essentiel du soldat. (...) »

Et elle l'est toujours.

« ... On a beaucoup utilisé les mines et les pièges contre les forces américaines. Le recours aux mines antipersonnel contre des troupes débarquées au Viêt-Nam a effectivement permis de retarder l'ennemi et de lui infliger des pertes tout en permettant de défendre des positions amies. Les estimations des pertes américaines attribuables aux mines vont jusqu'au tiers de leurs pertes totales, ce qui témoigne de l'utilité des mines et des pièges dans des guerres d'insurrection. (...) »

« Des champs de mines de barrage ont été utilisés le long de nombreuses frontières hostiles -- autour de Guantanamo Bay, en Corée, le long de la frontière entre les deux Allemagnes et sur les hauteurs du Golan pour ne donner que quelques exemples. Il fait peu de doute qu'elles servent effectivement à maintenir une ligne de démarcation entre les forces opposées et, dans certains cas, à isoler un pays de l'autre. »

« On pourrait continuer de citer des exemples. (...) avec la même conclusion. Les mines sont une façon efficace pour les forces militaires de façonner le terrain à leur avantage, elles fournissent une économie de forces à l'utilisateur et elles détruisent du matériel et infligent des pertes. La doctrine comprend même le recours à de faux champs de mines. C'est reconnaître le fait qu'un champ de mines ne remplit vraiment son rôle que si l'ennemi est conscient de son existence. Les mines ne sont qu'un des éléments d'une panoplie complexe d'armes conçues pour fonctionner de façon synergique dans le cadre d'un plan tactique et stratégique. L'objectif de toute arme de guerre est de semer la confusion parmi l'ennemi et de conférer un avantage à son utilisateur. Les mines remplissent ce rôle. On peut cependant envisager d'autres façons d'atteindre le même objectif. »

« Supprimez les mines et qu'advient-il? Si un commandant ne peut utiliser des mines, il doit trouver une autre arme ou tactique, d'une efficacité égale ou supérieure, pour les remplacer. En janvier 1994, le Comité international de la Croix-Rouge a parrainé un symposium d'experts militaires chargé d'examiner l'utilité des mines. Ils ont spécifiquement évalué des solutions de rechange aux mines antipersonnel. Ils ont proposé une liste globale de solutions et leur évaluation est détaillée dans la matrice du rapport. Les conclusions dégagées au symposium et appuyées par l'analyse sont les suivantes : 1. " Aucun des systèmes de substitution ne répond aux exigences militaires de la même manière que les mines antipersonnel." et 2. " La mine antipersonnel est, de

tous les systèmes dont disposent les militaires, celui qui offre le meilleur rapport coût / efficacité." »

Je vais vous citer une seule autre phrase des propos du militaire. Et, franchement, c'est une déclaration à laquelle je peux dans une certaine mesure me rallier. Je pense qu'il en sera de même pour vous.

« Tous les États ont une obligation de donner à leurs soldats les moyens les meilleurs et les plus efficaces de réaliser une victoire décisive en mettant le moins à risque leur vie lorsqu'ils doivent combattre. »

Et un petit *caveat* qu'il ajoute presque comme en aparté :

« La nécessité de mettre cette obligation en équilibre avec les risques imposés aux non-combattants reste une question complexe de grande portée.(...) »

Pour moi, le fait d'entendre un militaire faire une telle évaluation de l'utilité ainsi que du but et de l'efficacité des mines donne vraiment à réfléchir. Ils veulent garder cette arme dans leur arsenal. Et je suppose que personne ici n'a besoin de se faire rappeler la déférence que les politiciens occidentaux ont tendance à avoir à l'égard des militaires lorsqu'il s'agit d'évaluer les besoins ou les situations de combat.

Regardons maintenant la conférence internationale d'examen -- dont il a été fait grand cas -- de la Convention de 1980 sur les armes classiques et voyons si elle nous donne une certaine marge de manoeuvre. Il y a déjà eu une réunion d'experts. Il y aura une deuxième réunion d'experts la semaine prochaine. Et les grandes lignes de ce qui se dessine pour la conférence d'examen sont claires.

Nous parlons de changements graduels du droit et non d'une approche nouvelle. Nous ne parlons pas d'un regard neuf mais d'une tentative de transition aux « mines sûres » de haute technologie et peut-être de rendre les mines détectables. Et nous parlons peut-être d'élargir la portée de la Convention aux conflits internes. Mais il n'y aura pas de changements globaux.

Nous ne pouvons continuer avec cette attitude fondamentale héritée de la guerre froide, à savoir que nous, les pays développés, pouvons simplement interdire à d'autres pays l'accès à des armes que nous avons clairement l'intention d'utiliser et dont nous nous réservons expressément l'usage. Toute cette approche se révèle un échec et ne peut manifestement nous amener où nous voulons aller.

Alors que faire? Les militaires sont fortement opposés. Les politiciens se montrent déférents. Les structures politiques internationales ne semblent pas évoluer dans le sens que nous souhaitons. Eh bien, nous avons commencé un peu plus tôt ce matin sur une note positive. Nous avons énuméré toute une liste de réalisations. Et je maintiens que nous devons poursuivre cette campagne. Nous devons aller au-delà des structures gouvernementales. Nous devons aller au-delà du réseautage politique que nous avons utilisé avec beaucoup de succès jusqu'ici et faire campagne directement auprès du public -- comme l'ont fait les campagnes allemande et française.

Nous devons imprimer directement dans la conscience publique les effets des mines terrestres dans le monde. Seulement de cette façon pourrons-nous générer l'élan supplémentaire indispensable pour que cette campagne aille de l'avant.

Certains des commentateurs de Washington avec qui j'ai parlé au cours des dernières semaines ont cité l'exemple du traité sur la biodiversité de Rio et mentionné comment ceux qui étaient derrière son élaboration n'avaient jamais prévu ce qui s'est effectivement produit à Rio. Mais c'est en raison de la capacité extraordinaire de rallier des appuis publics que la dynamique et les circonstances ont changé. Nous devons faire de même.

Si nous continuons à courtiser les militaires, si nous continuons à courtiser les personnalités politiques dans un jeu pour initiés, nous perdrons. Nous devons faire monter la mise. Nous devons porter notre cause devant le public. La partie va se corser. Et, à mon avis, elle va se corser entre autres en raison du désintéressement des médias.

Il a été assez facile la première fois de faire venir un ou une journaliste à votre bureau et de provoquer une réaction de choc en lui disant « Savez-vous que cent millions de mines sont enfouies dans le monde? », « Savez-vous qu'il y a cent millions de mines terrestres en stock? » Ce sont là des statistiques effarantes pour les non-initiés. Mais lorsque vous répétez ces chiffres une deuxième, une troisième ou une quatrième fois, vous n'obtenez pas la même réaction. Nous le savons tous, les médias sont très volages. Nous devons continuer de trouver de nouvelles façons de présenter notre histoire.

Il nous faut notamment examiner le reste de notre Joint Call. Et aussi examiner non seulement l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines terrestres, mais aussi les questions du déminage et du fonds pour les victimes de ces engins. Nous devons développer davantage ces composantes de notre Joint Call pour chercher à rejoindre ces auditoires. Commençons à l'utiliser comme mécanisme pour faire avancer les grands principes sous-jacents du droit humanitaire et des concepts de guerre et de paix qui nous concernent et passons aux actes.

Qui va payer? Qui est responsable? Quels sont les principes de base fondamentaux qui s'appliquent non seulement au dossier des mines terrestres mais aussi à tous les autres enjeux relatifs au contrôle des armes? Ce qui est bien avec la campagne contre les mines terrestres, c'est que les gens ordinaires peuvent s'y identifier. Ce n'est pas quelque chose qui les dépasse. Ce n'est pas trop amorphe ou vague. Les gens comprennent que la nature même de la guerre change. De 5 % dans la Première Guerre mondiale, les pertes civiles sont passées à 50 % dans la Seconde et à 90 % à la fin des années 1980. Et une façon d'illustrer ce fait, c'est de se pencher sur les mines terrestres. Comme l'a déclaré M. Blagden, spécialiste de l'ONU, « il y a dix fois plus de chances que la victime d'une mine terrestre soit un civil plutôt qu'un militaire ». Nous avons un instrument extrêmement puissant qui peut être exploité au maximum pour rejoindre les gens et les brancher sur la campagne contre les mines terrestres et, par le biais de celle-ci, sur l'éventail plus large des dossiers du contrôle des armements.

Je possède un avantage particulier en ce sens que j'ai l'occasion de me rendre dans les zones de conflit. J'établis un lien émotionnel avec ce que la plupart d'entre vous comprennent

intellectuellement, sans tous avoir la même occasion de le constater. De se rendre dans les hôpitaux et d'entendre les cris des victimes qui ont sauté sur des mines. Ce lien émotionnel est ce qui me motive et je sais que c'est ce qui motive beaucoup d'entre vous.

Je veux vous laisser avec une dernière observation. Les victimes de mines terrestres sont habituellement les personnes les plus vulnérables au sein de la société. Ce sont les innocents. Ce sont les plus pauvres parmi les pauvres. Ce sont les personnes qui sont à la recherche de nourriture dans les campagnes tout en sachant qu'il y a des mines mais qui doivent le faire pour survivre

Les plus pauvres parmi les pauvres, les vulnérables, les innocents. Ils n'ont pas de voix politique. C'est à nous d'intervenir. Nous sommes leur voix. Je sais que vous partagez cet engagement. Et je sais que vous êtes sensibles aux souffrances causées par ces engins. C'est pourquoi vous êtes ici. C'est pourquoi nous avons un travail énorme à faire. C'est pourquoi nous ne devons pas arrêter avant d'avoir obtenu une interdiction complète de l'emploi, de la production, du transfert et du stockage de cette arme sournoise qu'est la mine terrestre.

Je vous remercie de votre patience.